

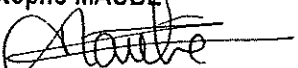
# DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE



Objet du présent document :

- \* Le présent document a pour objet de permettre au propriétaire d'un immeuble de remplir ses obligations vis-à-vis de la protection contre les risques dus à l'amiante.
- \* Le dossier technique « Amiante » est établi sur la base d'un repérage portant sur les matériaux et produits définis en annexe 13-9 du Code de la Santé Publique, accessibles sans travaux destructifs.

Ce DTA est établi selon les conclusions du rapport 1575259 en date du 11/05/2006 relatif au repérage amiante réalisé par : BUREAU VERITAS

Nom du responsable d'affaire BUREAU VERITAS	Nom du responsable de site
Nom : Christophe MAUBE	Nom :
Signature : 	Signature :



# SOMMAIRE

<b><u>PREAMBULE</u></b>	<b><u>3</u></b>
<b><u>CHAPITRE 1 : LOCALISATION DES MATERIAUX AMIANTES - CARTOGRAPHIE</u></b>	<b><u>10</u></b>
<b><u>CHAPITRE 2 : RECENSEMENT DES MATERIAUX ET PRODUITS AMIANTES</u></b>	<b><u>11</u></b>
2.1. LOCALISATION DES ZONES NON VISITÉES	11
2.2. MATÉRIAUX ET PRODUITS IDENTIFIÉS CONTENANT DE L'AMIANTE	12
<b><u>CHAPITRE 3 : PLAN DE SUIVI</u></b>	<b><u>13</u></b>
3.1 SUIVI DE L'ÉTAT DE CONSERVATION DES FLOCAGES, CALORIFUGEAGES, FAUX-PLAFONDS CONTENANT DE L'AMIANTE	13
3.2 SUIVI DE L'ÉTAT DE CONSERVATION DES COMPOSANTS AUTRES FLOCAGES, CALORIFUGEAGES, FAUX-PLAFONDS CONTENANT DE L'AMIANTE	14
<b><u>CHAPITRE 4 : MESURES CONSERVATOIRES - TRAVAUX</u></b>	<b><u>15</u></b>
4.1 ENREGISTREMENT DES MESURES CONSERVATOIRES MISES EN ŒUVRE	15
4.2 ENREGISTREMENT DES TRAVAUX DE RETRAIT OU CONFINEMENT DES MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	16
4.3 ENREGISTREMENT DES TRAVAUX DANS LES LOCAUX OÙ DES MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE ONT ÉTÉ REPÉRÉS	17
4.4 COMMUNICATION DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE	18
<b><u>CHAPITRE 5 : CONSIGNES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ</u></b>	<b><u>19</u></b>
5.1 INFORMATIONS GÉNÉRALES	19
5.2 INFORMATION DES PROFESSIONNELS	20
5.3 CONSIGNES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ VISANT À RÉDUIRE L'EXPOSITION AUX POUSSIÈRES D'AMIANTE.	20
5.4 CONSIGNES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ, RELATIVES À LA GESTION DES DÉCHETS CONTENANT DE L'AMIANTE	21
5.5 FICHE RÉCAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE	21



## PREAMBULE

Le dossier technique "Amiante" est établi sur la base du repérage des matériaux listés en annexe 13.9 du code de la Santé Publique :

Composants de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
<b>Parois verticales intérieures et enduits</b> ❖ Murs  ❖ Poteaux  ❖ Cloisons  ❖ Gaines et coffres verticaux	Flocage Projections et enduits Revêtements durs (plaque menuiserie, amiante-ciment) Flocage Projections et enduits Entourage de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre) Flocage Projections et enduits, panneaux de cloisons Flocage Enduit projeté Panneaux de cloisons
<b>Planchers, plafonds et faux - plafonds</b> ❖ Plafonds  ❖ Poutres et charpentes  ❖ Gaines et coffres verticaux  ❖ Faux - plafonds ❖ Planchers	Flocage Enduit projeté Panneaux collés ou vissés Projections et enduits  Flocage Enduits projetés Panneaux Panneaux Dalles de sol
<b>Conduits, canalisations et équipements</b> ❖ Conduits de fluides (air, eau, autres fluides, ...)  ❖ Clapets, volets coupe-feu ❖ Porte coupe-feu ❖ Vide-ordures	Conduits, calorifuges Enveloppe de calorifuge Clapet, volet, rebouchage Joints (tresses, bandes) Conduit
<b>Ascenseur, monte-charge</b> ❖ Trémie	Flocage



### Responsabilités :

Selon le Code de la Santé Publique (Chapitre IV – Section 2) , les **propriétaires** sont tenus d'effectuer la recherche de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante (matériaux cités plus haut), d'évaluer leur état de conservation afin de déterminer si des travaux s'avèreraient nécessaires. Les propriétaires doivent aussi s'engager dans une démarche de gestion de ces matériaux et de respect des règles de sécurité à mettre en œuvre lors d'interventions sur ces matériaux (se référer au Code de la Santé Publique pour plus de précisions).

Afin de protéger les riverains des chantiers de démolition ils doivent par ailleurs procéder à une recherche de l'amiante plus complète en cas de démolition de tout ou partie des immeubles.

Les **propriétaires** devront communiquer le présent dossier à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti ainsi qu'une fiche récapitulative aux occupants de l'immeuble (afin d'éviter toute intervention de leur part sur des matériaux susceptibles de libérer des fibres d'amiante en ambiance) ou à leur représentant et aux chefs d'établissements lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail dans un délai d'un mois à compter de la date de la constitution ou de la mise à jour du présent dossier. Une attestation écrite de cette communication doit être conservée.

**Le présent dossier technique devra également être tenu à disposition**

- des occupants de l'immeuble bâti concerné,
- des chefs d'établissement,
- des représentants du personnel et des médecins du travail lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail
- des agents ou services mentionnés aux articles L. 1312-1 et L. 1422-1 du code de la santé publique
- des inspecteurs du travail
- des inspecteurs d'hygiène et sécurité
- des agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale
- des agents du service de prévention de l'OPPBT

Si à l'occasion de travaux qu'elle réalise, une entreprise met en évidence la présence de matériaux amiantés, non répertoriés dans le présent Dossier Technique Amiante, elle est tenue d'en informer le propriétaire qui enregistrera cette information dans le dossier et prendra les dispositions nécessaires.

Rectorat de Versailles	N° :1575259
3, boulevard de Lesseps 78017 VERSAILLES CEDEX	Du :11/05/2006



Le **chef d'établissement** est le seul responsable de la formation et de l'information du personnel de maintenance et des occupants du bâtiment.

La mise en place de ce Dossier Technique Amiante ne garantit pas le gestionnaire d'une sécurité juridique en cas d'inhalation accidentelle de fibres d'amiante par des personnes non informées.

Selon le décret n°96-98 du 7 février 1996, le **chef d'établissement** doit établir pour chaque poste ou situation de travail exposant les travailleurs à l'inhalation de poussière d'amiante, une notice destinée à les informer des risques auxquels ce travail peut les exposer et des dispositions à prendre pour se protéger. Il établit une fiche d'exposition, remplie par le salarié, précisant la nature et la durée des travaux effectués, les procédures de travail ainsi que les équipements de protection utilisés et, s'il est connu, le niveau d'exposition. Cette fiche est transmise au médecin du travail.

Le **chef d'établissement** organise à l'intention des travailleurs susceptibles d'être exposés, en liaison avec le médecin de travail, le CHSCT ou, à défaut, le délégué du personnel, une formation à la prévention et à la sécurité, et notamment à l'emploi des équipements et des vêtements de protection adaptés. Les travailleurs seront également informés des risques potentiels sur la santé, des facteurs aggravants (consommation de tabac), et des précautions à prendre en matière d'hygiène.

#### **Fiche récapitulative :**

Le présent dossier technique inclut (en annexe) un modèle de la fiche récapitulative qui doit être communiquée aux occupants de l'immeuble ou à leurs représentants et aux chefs d'établissement lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail, dans un délai d'un mois à compter de sa date de constitution ou de mise à jour. La fiche en annexe est un modèle qu'il est possible de répliquer pour la communiquer aux occupants.

Rectorat de Versailles	N° :1575259
3, boulevard de Lesseps 78017 VERSAILLES CEDEX	Du :11/05/2006



***L'équipe de surveillance sanitaire, constituée par des personnes ayant des connaissances spécifiques du bâtiment ou des installations, doit être fonctionnelle et non hiérarchique.***

**Identification des intervenants**

**A COMPLETER**

Fonction / Domaine d'intervention	Nom
Services Hygiène / médecine du travail	
Services Qualité / Environnement / Sécurité	
Responsable formation / Ressources Humaines	
Services Techniques (maintenance, entretien, ingénieur technique)	
Service Juridique	
Services Achats	
Représentant du gestionnaire de patrimoine	
Représentant du CHSCT (Comité d'Hygiène et de Sécurité des Conditions de Travail)	
Autre : préciser	



## Adresses utiles

### A COMPLETER

Sté / Organisme	Adresse	Téléphone	Fax	Nom
Bureau Veritas	Immeuble « Le Florestan » 2, boulevard Vauban 78180 Montigny-le-Bretonneux	01 39 44 69 00	01 39 44 69 67	M.MAUBE
Inspection du travail	Selon secteur			
CRAM	Selon secteur			
Ministère de l'Equipe- ment, du Logement et des Transports	La Grande Arche 92055 La Défense Cedex	01 40 81 21 22		
OPPBTP Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment des Travaux Publique	221 Bd Davout 75020 PARIS	01 40 31 64 00	01 40 30 57 97	
Médecine du Travail	Selon secteur			
QUALIBAT	55, avenue Kléber 75784 Paris Cedex 16	01 47 04 26 01	01 47 04 52 83	
ASCERT	BP 83 116 avenue Aristide-Briand 92225 Bagneux Cedex	01 46 15 70 60	01 46 15 70 69	



### Principaux textes réglementaires

- ❑ Arrêté du 2 décembre 2002 relatif à l'exercice de l'activité et à la formation des contrôleurs techniques et techniciens de la construction effectuant des missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante en application du Code de la Santé Publique (Chapitre IV – Section 2).
- ❑ Arrêté du 22 août 2002 relatif aux consignes générales de sécurité du dossier technique "amiante", au contenu de la fiche récapitulative et aux modalités d'établissement du repérage, pris pour l'application de l'article R1334-26 du Code de la Santé Publique.
- ❑ Code de la Santé Publique Chapitre IV – Section 2 – articles R1334-14 à R 1334-29 et annexe 13-9.
- ❑ Code de la Santé Publique Chapitre VI – Section 2 – articles R133-2 à R 1336-5.

**Nota :** Le décret n°96-97 du 7 février 1996, relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis, modifié par le décret n°2001-840 du 13 septembre 2001 et le décret 2002-839 du 3 mai 2002 a été abrogé par le décret n°2003-462 du 21 mai 2003. Toutes les dispositions du décret 96-97 modifié sont reprises aujourd'hui dans le Code de la Santé Publique.

- ❑ Décret n°96-98 du 7 février 1996 modifié par les décrets N°96-1132 du 24 décembre 1996 et n°97-1219 du 26 décembre 1997 et n° 2001-840 du 13 septembre 2001 (intégré aujourd'hui au Code de la Santé Publique) relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiantes.
- ❑ Arrêté du 2 janvier 2002 relatif au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition en application de l'article R1334-27 du Code de la Santé Publique.
- ❑ Arrêté du 14 mai 1999 portant sur les organismes habilités à procéder aux contrôles de la concentration des poussières d'amiante dans l'atmosphère des lieux de travail.
- ❑ Arrêté du 23 octobre 1998, relatif aux modalités d'évaluation de l'état de conservation des flocages, calorifugeages et faux plafonds contenant de l'amiante et mesures d'empoussièrément à bord des navires.
- ❑ Circulaire DGS/VS3/DGUHC/QC1/DPPR/BGTD n°98-589 du 25 septembre 1998, relative à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- ❑ Arrêté du 15 janvier 1998, relatif aux modalités d'évaluation de l'état de conservation des flocages, calorifugeages et des faux plafonds contenant de l'amiante et aux mesures d'empoussièrément dans les immeubles bâtis.
- ❑ Décret n°96-1133 du 24 décembre 1996 modifiant le décret 88-446 du 28 avril 1988, relatif à l'interdiction de la vente de produits contenant de l'amiante.
- ❑ Circulaire HC / TE11 n°96-71 du 18 septembre 1996, relative à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition liés à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- ❑ Arrêté du 14 mai 1996 relatif aux règles techniques que doivent respecter les entreprises effectuant des activités de confinement et de retrait de l'amiante
- ❑ Circulaire du 26 avril 1996, relative à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis (référence DGS / VS3 / DRT / CT4 / DHC / DPPR / BGTD).





Décret n°97-1219 modifiant le décret n°96-98 du 7 février 1996, relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à, l'inhalation de poussières d'amiante.

- Arrêté du 7 février 1996, relatif aux modalités d'évaluation de l'état de conservation des flocages et des calorifugeages contenant de l'amiante et aux mesures d'empoussièrement dans les immeubles bâtis.

#### Principaux textes réglementaires (gestion des déchets amiantés)

- Circulaire n°96-60 du 19 juillet 1996, relative à l'élimination des déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et calorifugeages contenant de l'amiante dans les bâtiments.
- Circulaire 97-15 du 9 janvier 1997, relative à l'élimination des déchets d'amiante-ciment et des produits d'amiante-ciment retirés de la vente.
- Circulaires 97-0320 et 97-0321 du 12 mars 1997, relatives à l'élimination des déchets contenant de l'amiante : modification et rappel des annexes des circulaires du 19/07/96 et du 9/01/97.
- Arrêté du 9 septembre 1997, relatif aux décharges existantes et aux nouvelles installations de stockage de déchets ménagers ou assimilés.

#### Principaux textes réglementaires (méthodes de prélèvement et d'analyse)

- Norme NF X 46-020 relative au repérage des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante dans les immeubles bâtis.
- Liste des matériaux visés par le Code de la Santé Publique et listés dans son annexe 13-9.
- Norme X 43-269 de décembre 1991, relative à la qualité de l'air des lieux de travail.
- Norme NFX 43-050 de janvier 96, relative à la concentration en fibre d'amiante par microscope électronique à transmission.

Rectorat de Versailles	N° :1575259
3, boulevard de Lesseps 78017 VERSAILLES CEDEX	Du :11/05/2006



## CHAPITRE 1

### LOCALISATION DES MATERIAUX AMIANTES - CARTOGRAPHIE

A chaque point où un matériau et/ou produit susceptible de contenir de l'amiante aura été identifié, un prélèvement et une recherche d'amiante seront effectués.

La norme NFX 46-020 de novembre 2002 définit les modalités de repérage et de prélèvement des matériaux et produits amiantés.

Les échantillons doivent être analysés par un laboratoire accrédité avec des procédures de contrôle qualité.

Le rapport analytique devra contenir :

- la présence au non d'amiante pour chaque matériau et/ou produit
- si oui, le type d'amiante et s'il est lié à un autre matériau et/ou produit
- la méthode d'identification utilisée et sa précision

Une cartographie précise et détaillée de la totalité des locaux, avec indication des matériaux et produits contenant de l'amiante, sera établie.

**Nota :** il importe d'attirer l'attention sur le fait que les cartographies de localisation des matériaux et produits amiantés sont établies sur la base d'échantillons représentatifs de zones cohérentes du bâtiment.

De plus, certaines parties du bâtiment restent inaccessibles pour le diagnostiqueur qui ne pourra effectuer les prélèvements.

Le gestionnaire du site doit donc être informé des zones non visitées lors du diagnostic afin d'établir des notes d'information à l'égard du personnel et des entreprises extérieures.



## CHAPITRE 2

### RECENSEMENT DES MATERIAUX ET PRODUITS AMIANTES

#### 2.1. Localisation des zones non visitées

BATIMENT	ETAGE	LOCAL
<div style="text-align: center;"> <b>SANS OBJET</b>  Tous les locaux ont fait l'objet de la visite </div>		



## 2.2. Matériaux et produits identifiés contenant de l'amiante

MATERIAU	PREL. N°	LOCALISATION DU PRELEVEMENT OU DU MATERIAU	ASPECT	ETAT DE SURFACE (BE, DL, ME)
<b><u>Bâtiment A</u></b>				
Canalisation fibrociment	non	Ventilation chaufferie RDJ	Brute rectangle	BE
<b><u>Bâtiment C</u></b>				
Colle noire	3	Salle accueil et information au RDC	Colle noire	BE
<b><u>Extérieur</u></b>				
6 jardinières fibrociment	non	A côté local jardinage	brut	BE



## CHAPITRE 3 PLAN DE SUIVI

### 3.1 Suivi de l'état de conservation des flocages, calorifugeages, faux-plafonds contenant de l'amiante

DATE	INTERVENANT AGREE	COMPOSANT CONCERNE	LOCALISATION	RESULTAT DE LA GRILLE	MESURES A PRENDRE – NATURE ET DATE

**SANS OBJET**



### 3.2 Suivi de l'état de conservation des composants autres flocages, calorifugeages, faux-plafonds contenant de l'amiante

DATE	INTERVENANT	COMPOSANT CONCERNE	LOCALISATION	ETAT DE CONSERVATION	MESURES PRECONISEES – NATURE ET DATE
<b><u>Bâtiment A</u></b>					
11/05/06	Bureau Veritas	Canalisation fibrociment	Ventilation chaufferie RDJ	BE	<ul style="list-style-type: none"> <li>Vérifier l'état de conservation tous les deux ans en interne</li> <li>Mesures à prendre en cas de travaux ou de dégradation du matériau.</li> </ul>
<b><u>Bâtiment C</u></b>					
11/05/06	Bureau Veritas	Colle noire	Salle accueil et information au RDC	BE	<ul style="list-style-type: none"> <li>Vérifier l'état de conservation tous les deux ans en interne</li> <li>Mesures à prendre en cas de travaux ou de dégradation du matériau.</li> </ul>
<b><u>Extérieur</u></b>					
11/05/06	Bureau Veritas	6 jardinières fibrociment	A côté local jardinage	BE	<ul style="list-style-type: none"> <li>Vérifier l'état de conservation tous les deux ans en interne</li> <li>Mesures à prendre en cas de travaux ou de dégradation du matériau.</li> </ul>



## CHAPITRE 4 MESURES CONSERVATOIRES - TRAVAUX

### 4.1 Enregistrement des mesures conservatoires mises en œuvre

LOCAL	COMPOSANT	DATE	ENTREPRISES	NATURE DES MESURES CONSERVATOIRES



#### 4.2 Enregistrement des travaux de retrait ou confinement des matériaux et produits contenant de l'amiante

LOCAL	COMPOSANT	DATE	ENTREPRISES	REFERENCE DU PLAN DE RETRAIT





#### 4.3 Enregistrement des travaux dans les locaux où des matériaux et produits contenant de l'amiante ont été repérés

TRAVAUX REALISES	DATE	COMPOSANT CONCERNE	ENTREPRISES ET EMARGEMENTS



#### 4.4 Communication du Dossier Technique Amiante

Selon l'article R 1334-28 du Code de la Santé Publique, les propriétaires sont tenus de communiquer le présent dossier technique amiante à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti de conserver une attestation écrite de cette communication.

Date	Entreprise Informée	Nom + Signature



## CHAPITRE 5

### CONSIGNES GENERALES DE SECURITE

#### 5.1 Informations générales

Respirer des fibres d'amiante est dangereux pour la santé. L'inhalation des ces fibres est une cause de pathologies graves (dont les cancers du poumon et de la plèvre).

Les matériaux contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure anormale ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protections renforcées ne sont pas prises.

Il est recommandé aux particuliers d'éviter toute intervention directe sur des matériaux friables contenant de l'amiante (flocages, calorifugeages, cartons d'amiante, éléments en amiante tissé ou tressé, mousse isolante de calfeutrement...) et d'avoir recours, dans de telles situations à des professionnels

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de précaution adaptées et proportionnées pour limiter le risque d'exposition des occupants et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures doivent être inscrites sous forme de consignes de sécurité dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application de l'article R 1334-25 du Code de la Santé Publique. Ces consignes doivent également être portées à la connaissance de toute personne susceptible d'intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits repérés.

Les consignes générales de sécurité définies ci-après constituent une base minimale. Le propriétaire (ou le gestionnaire) de l'immeuble concerné doit l'adapter pour tenir compte des particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation.

Lorsque des travaux sont programmés, les consignes générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs.

Les consignes générales de sécurité données ci-après correspondent à des matériaux et produits en bon état de conservation. Il convient donc de veiller au bon état des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de prendre en compte, le cas échéant, les situations d'usure anormale ou de dégradation. Ces situations peuvent faire l'objet d'une expertise par un opérateur qualifié, selon les critères fournis en annexe 1 de l'arrêté d'application du 22 août 2002.

Rectorat de Versailles	N° :1575259
3, boulevard de Lesseps 78017 VERSAILLES CEDEX	Du :11/05/2006



## 5.2 Information des professionnels

Professionnels : Attention, les consignes générales de sécurité mentionnées ci-après sont avant tout destinées aux particuliers. Les mesures renforcées vous concernant sont fixées par la réglementation relative à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés peuvent vous être fournis par les directions régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DRTEFP), les services de prévention des caisses régionales d'assurance maladie (CRAM) et l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP).

## 5.3 Consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante.

**« Lors d'interventions sur (ou à proximité) des matériaux contenant de l'amiante, il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières, pour vous et votre voisinage »**

En cas (liste indicative) :

- De manipulation et manutention de matériaux non friables contenant de l'amiante, comme le remplacement de joints ou encore la manutention d'éléments en amiante-ciment)
- De travaux réalisés à proximité d'un matériau friable en bon état (flocage ou calorifugeage) comme par exemple le déplacement de quelques éléments de faux-plafond sans amiante sous une dalle floquée, d'interventions légère dans des boîtiers électrique, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante au delà des raccords,
- De travaux directs sur un matériau compact (amiante-ciment, enduits, joints, dalles,...), comme le perçage ou encore la découpe d'éléments en amiante-ciment avec des outils manuels (outils tranchants, scies, burins, ...) ou rotatifs à vitesse lente,
- De déplacement local d'éléments d'un faux(plafond rigide contenant du carton d'amiante avec des parements,

**Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussière :**

- Par imprégnation locale des matériaux contenant de l'amiante par de l'eau (en tenant compte du risque électrique), afin d'abaisser le taux d'émission de poussière,
- En utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lentes.

**« Le port d'équipements de protection est recommandé »**

Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées à la fin de chaque utilisation.

Des demi-masques filtrants (type FFP3) permettent de réduire l'inhalation de fibres d'amiante. Ces masques doivent être jetés après utilisation.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

Rectorat de Versailles	N° :1575259
3, boulevard de Lesseps 78017 VERSAILLES CEDEX	Du :11/05/2006



## 5.4 Consignes générales de sécurité, relatives à la gestion des déchets contenant de l'amiante

### « Gestion des déchets sur le chantier »

Seuls les déchets d'amiante lié (amiante-ciment, dalles de sol...) peuvent être stockés temporairement sur le chantier, hors de la zone de confinement. Le site de stockage doit être aménagé de manière à éviter l'envol et la migration de fibres. Son accès doit être interdit aux personnes autres que le personnel de l'entreprise de travaux ?

Les déchets d'amiante friable (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) doivent être placés en sacs étanches puis transférés dès leur sortie de la zone de confinement.

### « Elimination des déchets contenant de l'amiante »

Les procédures d'élimination de déchets contenant de l'amiante dépendent de la nature du matériau :

- Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) et les matériaux dégradés doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. Ces déchets sont conditionnés en doubles sacs étanches scellés.
- Les matériaux où l'amiante est fortement lié (amiante-ciment, dalles de sol, clapets et volets coupe-feu...) doivent être éliminés en installations de stockage pour déchets ménagers et assimilés ou en décharges pour déchets inertes pourvues d'alvéoles spécifiques pour les déchets ménagers et assimilés ou en décharges pour déchets inertes pourvues d'alvéoles spécifiques pour les déchets contenant de l'amiante lié. Ces déchets sont conditionnés en sacs étanches, type Grands Récipients pour Vrac (GRV) ou sur palettes filmées

Dans les deux cas, le propriétaire ou son mandataire remplit le cadre lui étant destiné sur le bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA), cerfa n°11861\*01, et reçoit l'original du bordereau rempli par les autres acteurs (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

### « Elimination des déchets connexes »

Les déchets autres que les déchets de matériaux, tels que les équipements de protections, les déchets de matériels (filtres par exemple et les déchets issus du nettoyage sont éliminés suivant la même procédure que celle décrite pour les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante.

## 5.5 Fiche récapitulative du Dossier Technique Amiante

Voir pages suivantes.

Rectorat de Versailles	N° :1575259
3, boulevard de Lesseps 78017 VERSAILLES CEDEX	Du :11/05/2006



FICHE RECAPITATIVE DU  
DIAGNOSTIC TECHNIQUE AMIANT

Selon le Code de la Santé Publique – Articles R 1334-14 à R 1334-29, R 1336-2 à R 1336-5, Annexe 13-9 -, relatifs à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis, le propriétaire est tenu d'effectuer le repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les éléments précisés dans l'annexe dudit décret. La présente fiche est destinée à être communiquée aux occupants de l'immeuble ou à leurs représentants et aux chefs d'établissement lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail.

**Bureau Véritas, sis : Immeuble « Le Florestan », 2, boulevard Vauban, 78180 ST-QUENTIN-EN-YVELINES, a procédé, en la date du 11/04/2006 à la recherche d'amiante dans les matériaux et produits de l'immeuble ou partie d'immeuble ci-après :**

**Bâtiment A, B, C, D, E, F, garages, postes de garde et maison pour jardiniers**  
**RECTORAT DE VERSAILLES**  
**3, boulevard de Lesseps**  
**78017 VERSAILLES CEDEX**

**Fiche récapitulative révision 0 en date du 11/05/2006**

**Détenteur du dossier technique "Amiante" : M. BRES**

**Coordonnées du détenteur :** **RECTORAT DE VERSAILLES**  
3, boulevard de Lesseps  
78017 VERSAILLES CEDEX

**Modalités de consultation du dossier technique "Amiante" : voir sur place**



**BUREAU  
VERITAS**



Etage	Locaux visités (bureaux, sanitaires, local technique ...)	Locaux non visités (motif)
<b><u>Bâtiment A</u></b>		
<b>REZ-DE-JARDIN</b>	Tous les locaux (sanitaires, réserves, bureaux, salle informatique, chaufferie, local climatisation, trémie ascenseur, circulations...)	Néant
<b>REZ-DE-CHAUSSÉE</b>	Tous les locaux (bureaux, sanitaires, locaux ménage, escalier, circulations...)	Néant
<b>1<sup>er</sup> ETAGE</b>	Tous les locaux (bureaux, sanitaires, locaux ménage, escalier, circulations...)	Néant
<b>2<sup>ème</sup> ETAGE</b>	Tous les locaux (bureaux, sanitaires, locaux ménage, escalier, circulations...)	Néant
<b>COMBLES</b>	Tous les locaux (bureaux, sanitaires, locaux ménage, escalier, circulations, machinerie horloge ...)	Néant
<b><u>Bâtiment B</u></b>		
<b>REZ-DE-CHAUSSÉE</b>	Tous les locaux (accueil, bureaux, escalier, sanitaires...)	Néant
<b>1<sup>er</sup> ETAGE</b>	Tous les locaux (bureaux, escalier, sanitaires...)	Logements non visités (privatif hors mission)
<b><u>Bâtiment C</u></b>		
<b>REZ-DE-CHAUSSÉE</b>	Tous les locaux (Salles réunion, délégation, information, attente public, circulation...)	Néant
<b>1<sup>er</sup> ETAGE</b>	Tous les locaux (salles réunion, bureaux, ...)	Néant
<b>2<sup>ème</sup> ETAGE</b>	Tous les locaux (salles réunion, bureaux, salle reprographie, sanitaires...)	Néant
<b>COMBLES</b>	Tous les locaux (locaux syndicaux)	Néant
<b><u>Bâtiment D</u></b>		
<b>REZ-DE-JARDIN</b>	Tous les locaux (Magasins, local chancellerie, reprographie, courrier, atelier, sous-station, local autocom, maintenance informatique, maintenance telephone, local fumeur...)	Néant
<b>REZ-DE-CHAUSSÉE</b>	Tous les locaux (salle de conférence, secrétariat, comptabilité, chef de service, bureaux...)	Logement (privatif hors mission)



**BUREAU  
VERITAS**

**FICHE RECAPITULATIVE DU  
DOSSIER TECHNIQUE AMIANTÉ**

Etage	Locaux visités (bureaux, sanitaires, local technique...)	Locaux non visités (motif)
<b>1<sup>er</sup> ETAGE</b>	Tous les locaux (bureaux, sanitaires, archives, circulations...)	Néant
<b>2<sup>ème</sup> ETAGE</b>	Tous les locaux (bureaux, sanitaires, archives, circulations...)	Néant
<b>3<sup>ème</sup> ETAGE</b>	Tous les locaux (bureaux, sanitaires, circulations...)	Néant
<b>COMBLES</b>	Tous les locaux (bureaux, sanitaires, archives, circulations...)	Logement (privatif hors mission)
<b><u>Bâtiment E</u></b>		
<b>REZ-DE-JARDIN</b>	Tous les locaux (cuisines, réserves, bureaux, locaux techniques, salle de plonge, chaufferie, vestiaires, ascenseur...)	Néant
<b>REZ-DE-CHAUSSÉE</b>	Tous les locaux (Réfectoire, sanitaires, ascenseur, bureau...)	Néant
<b>1<sup>er</sup> ETAGE</b>	Tous les locaux (Bureaux, local matériel, sanitaires, local photocopieur, escaliers, ascenseur...)	Néant
<b>2<sup>ème</sup> ETAGE</b>	Tous les locaux (Bureaux, local matériel, sanitaires, local photocopieur, escaliers, ascenseur...)	Néant
<b>COMBLES</b>	Tous les locaux (Bureaux, local matériel, sanitaires, local photocopieur, escaliers, ascenseur...)	Néant
<b><u>Bâtiment F</u></b>		
<b>REZ-DE-CHAUSSÉE</b>	Tous les locaux (bureaux, salle de réunion, sanitaires, escaliers, ascenseur...)	Néant
<b>1<sup>er</sup> ETAGE</b>	Tous les locaux (bureaux, salle de réunion, sanitaires, escaliers, ascenseur...)	Néant
<b>2<sup>ème</sup> ETAGE</b>	Tous les locaux (bureaux, salle de réunion, sanitaires, escaliers, ascenseur...)	Néant
<b><u>Garages, postes de garde, réserve jardinage, garage côté entrée véhicules</u></b>		
<b>Tous les niveaux</b>	Tous les locaux	Néant





**BUREAU  
VERITAS**

**FICHE RÉCAPITULATIVE DU  
DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE**

LOCALISATION DES MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE				
MATERIAU	PREL. N°	LOCALISATION DU PRELEVEMENT OU DU MATERIAU	ASPECT	ETAT DE SURFACE (BE, DL, ME)
<b><u>Bâtiment A</u></b>				
Canalisation fibrociment	non	Ventilation chaufferie RDJ	Brute rectangle	BE
<b><u>Bâtiment C</u></b>				
Colle noire	3	Salle accueil et information au RDC	Colle noire	BE
<b><u>Extérieur</u></b>				
6 jardinières fibrociment	non	A côté local jardinage	brut	BE

SUIVI DE L'ETAT DE CONSERVATION DES FLOCCAGES, CALORIFUGEAGES ET FAUX PLAFONDS CONTENANT DE L'AMIANTE				
DATE	COMPOSANT CONCERNE	LOCALISATION	RESULTAT DE LA GRILLE	MESURES A PRENDRE -- NATURE ET DATE
		<b>SANS OBJET</b>		



**BUREAU  
VERITAS**

**FICHE RECAPITULATIVE DU  
DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE**

SUIVI DE L'ETAT DE CONSERVATION DES AUTRES MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE					
DATE	INTERVENANT AGREE	COMPOSANT CONCERNE	LOCALISATION	ETAT DE CONSERVATION	MESURES PRECONISEES - NATURE ET DATE
<b><u>Bâtiment A</u></b>					
11/05/06	Bureau Veritas	Canalisation fibrociment	Ventilation chaufferie RDJ	BE	<ul style="list-style-type: none"><li>• Vérifier l'état de conservation tous les deux ans en interne</li><li>• Mesures à prendre en cas de travaux ou de dégradation du matériau.</li></ul>
<b><u>Bâtiment C</u></b>					
11/05/06	Bureau Veritas	Colle noire	Salle accueil et information au RDC	BE	<ul style="list-style-type: none"><li>• Vérifier l'état de conservation tous les deux ans en interne</li><li>• Mesures à prendre en cas de travaux ou de dégradation du matériau.</li></ul>
<b><u>Extérieur</u></b>					
11/05/06	Bureau Veritas	6 jardinières fibrociment	A côté local jardinage	BE	<ul style="list-style-type: none"><li>• Vérifier l'état de conservation tous les deux ans en interne</li><li>• Mesures à prendre en cas de travaux ou de dégradation du matériau.</li></ul>





**BUREAU  
VERITAS**



## CONSIGNES GENERALES DE SECURITE

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de précaution adaptées et proportionnées pour limiter le risque d'exposition des occupants et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures doivent être inscrites sous forme de consignes de sécurité dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application s de l'article R 1334-25 du Code de la Santé Publique. Ces consignes doivent également être portées à la connaissance de toute personne susceptible d'intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits repérés.

Les consignes générales de sécurité définies ci-après constituent une base minimale. Le propriétaire (ou le gestionnaire) de l'immeuble concerné doit l'adapter pour tenir compte des particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation.

Lorsque des travaux sont programmés, les consignes générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs.

Les consignes générales de sécurité données ci-après correspondent à des matériaux et produits en bon état de conservation. Il convient donc de veiller au bon état des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de prendre en compte, le cas échéant, les situations d'usure anormale ou de dégradation. Ces situations peuvent faire l'objet d'une expertise par un opérateur qualifié, selon les critères fournis en annexe 1 de l'arrêté d'application du 22 août 2002.

### **1. Information générales**

Respirer des fibres d'amiante est dangereux pour la santé. L'inhalation des ces fibres est une cause de pathologies graves (dont les cancers du poumon et de la plèvre).

Les matériaux contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure anormale ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protections renforcées ne sont pas prises.

Il est recommandé aux particuliers d'éviter toute intervention directe sur des matériaux friables contenant de l'amiante (flocages, calorifugeages, cartons d'amiante, éléments en amiante tissé ou tressé, mousse isolante de calfeutrement...) et d'avoir recours, dans de telles situations à des professionnels



**BUREAU  
VERITAS**



## **2. Information des professionnels**

Professionnels : Attention, les consignes générales de sécurité mentionnées ci-après sont avant tout destinées aux particuliers. Les mesures renforcées vous concernant sont fixées par la réglementation relative à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés peuvent vous être fournis par les directions régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DRTEFP), les services de prévention des caisses régionales d'assurance maladie (CRAM) et l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP).

## **3. Consignes générales de sécurité**

### **A. Consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante.**

**« Lors d'interventions sur (ou à proximité) des matériaux contenant de l'amiante, il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières, pour vous et votre voisinage »**

En cas (liste indicative) :

- De manipulation et manutention de matériaux non friables contenant de l'amiante, comme le remplacement de joints ou encore la manutention d'éléments en amiante-ciment)
- De travaux réalisés à proximité d'un matériau friable en bon état (flocage ou calorifugeage) comme par exemple le déplacement de quelques éléments de faux-plafond sans amiante sous une dalle floquée, d'interventions légère dans des boîtiers électrique, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante au delà des raccords,
- De travaux directs sur un matériau compact (amiante-ciment, enduits, joints, dalles,...), comme le perçage ou encore la découpe d'éléments en amiante-ciment avec des outils manuels (outils tranchants, scies, burins, ...) ou rotatifs à vitesse lente,
- De déplacement local d'éléments d'un faux(plafond rigide contenant du carton d'amiante avec des parements,

**Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussière :**

- Par imprégnation locale des matériaux contenant de l'amiante par de l'eau (en tenant compte du risque électrique), afin d'abaisser le taux d'émission de poussière,
- En utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lentes.

### **« Le port d'équipements de protection est recommandé »**

Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées à la fin de chaque utilisation.

Des demi-masques filtrants (type FFP3) permettent de réduire l'inhalation de fibres d'amiante. Ces masques doivent être jetés après utilisation.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.



**BUREAU  
VERITAS**



## **B. Consignes générales de sécurité, relatives à la gestion des déchets contenant de l'amiante**

### **« Gestion des déchets sur le chantier »**

Seuls les déchets d'amiante lié (amiante-ciment, dalles de sol...) peuvent être stockés temporairement sur le chantier, hors de la zone de confinement. Le site de stockage doit être aménagé de manière à éviter l'envol et la migration de fibres. Son accès doit être interdit aux personnes autres que le personnel de l'entreprise de travaux ? Les déchets d'amiante friable (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) doivent être placés en sacs étanches puis transférés dès leur sortie de la zone de confinement.

### **« Elimination des déchets contenant de l'amiante »**

Les procédures d'élimination de déchets contenant de l'amiante dépendent de la nature du matériau :

- Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) et les matériaux dégradés doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. Ces déchets sont conditionnés en doubles sacs étanches scellés.
- Les matériaux où l'amiante est fortement lié (amiante-ciment, dalles de sol, clapets et volets coupe-feu...) doivent être éliminés en installations de stockage pour déchets ménagers et assimilés ou en décharges pour déchets inertes pourvues d'alvéoles spécifiques pour les déchets ménagers et assimilés ou en décharges pour déchets inertes pourvues d'alvéoles spécifiques pour les déchets contenant de l'amiante lié. Ces déchets sont conditionnés en sacs étanches, type Grands Récipients pour Vrac (GRV) ou sur palettes filmées

Dans les deux cas, le propriétaire ou son mandataire remplit le cadre lui étant destiné sur le bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA), cerfa n°11861\*01, et reçoit l'original du bordereau rempli par les autres acteurs (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

### **« Elimination des déchets connexes »**

Les déchets autres que les déchets de matériaux, tels que les équipements de protections, les déchets de matériels (filtres par exemple et les déchets issus du nettoyage sont éliminés suivant la même procédure que celle décrite pour les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante.

Dans le cas où vous constatez qu'un de ces matériaux ou produits est dégradé, vous êtes priés d'en informer le responsable du dossier technique "Amiante" dans les plus brefs délais.

Aucune intervention sur ou à proximité de ces matériaux ne doit être réalisée sans information préalable du détenteur du dossier technique. Celui-ci communiquera les consignes générales de sécurité du dossier technique "Amiante" à mettre en œuvre selon de type d'opération effectuée.



**BUREAU  
VERITAS**

**BUREAU VERITAS**

Immeuble « Le Florestan »

2 Boulevard Vauban

78180 ST-QUENTIN-EN-YVELINES

Téléphone : 01 39 44 69 00

Télécopie : 01 39 44 69 67

**RECTORAT DE VERSAILLES**

3, boulevard de Lesseps

**78017 VERSAILLES CEDEX**

A l'attention de M. BRES

Rapport N°: 003853 / 1575259

Rapport établi le 11/05/2006

**RAPPORT DE REPERAGE ETENDU  
AUX MATERIAUX ET PRODUITS  
SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE  
INTEGRATION AU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE  
DU BÂTIMENT  
(Article R1334-26 du Code de la Santé Publique)**

Intervention du 11/04/2006

Lieu d'intervention :

**RECTORAT DE VERSAILLES (tous les bâtiments)**

**3, boulevard de Lesseps**

**78017 VERSAILLES CEDEX**

En présence de :

Non accompagné

Intervenant :

**Christophe MAUBE**

**Le Chargé d'affaire  
Christophe MAUBE**

Ce rapport comporte 17 pages dont 5 annexes



## SOMMAIRE

1. -	PREAMBULE.....	3
2. -	BUT DE LA MISSION.....	3
3. -	TEXTES DE REFERENCE.....	3
4. -	METHODOLOGIE DU DIAGNOSTIC.....	4
5. -	SYNTHESE DES RESULTATS DU REPERAGE .....	5
5.1. -	VISITE DES LOCAUX : .....	5
5.2. -	CONCLUSION GÉNÉRALE .....	5
5.3. -	RÉCOLEMENT DES DONNÉES .....	5
5.3.1. -	Liste des documents fournis par le client, disponibles le jour de la visite. ....	5
5.3.2. -	Conclusion de ces documents. ....	5
5.4. -	SYNTHÈSE DU REPÉRAGE .....	6
5.5. -	DÉMARCHE RÉGLEMENTAIRE EN PRÉSENCE DE MATÉRIAUX AMIANTÉS : .....	7
6. -	REMARQUES COMPLÉMENTAIRES.....	8
6.1	JOINTS .....	8
6.2	PLAQUES DE COUVERTURE .....	8
6.3	REMARQUES.....	8
	ANNEXE 1 : LISTE DES LOCAUX VISITES .....	9
	ANNEXE 2 : PROCES VERBAL DU LABORATOIRE.....	14
	ANNEXE 3 : GRILLES D'EVALUATION .....	15
	ANNEXE 4 : REPERAGE DES MATERIAUX .....	16
	ANNEXE 5 : COPIE(S) DE RAPPORT(S) ANTERIEUR(S) .....	17





## **1. - PREAMBULE**

Ce rapport est établi dans le cadre du repérage des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante désignés au paragraphe 2 pour intégration au dossier technique amiante du **bâtiment sis**

Bâtiment A, B, C, D, E, F, garages, postes de garde et maison pour jardiniers  
**Rectorat de Versailles**  
**3, Boulevard de Lesseps**  
**78017 VERSAILLES CEDEX**

## **2 - BUT DE LA MISSION**

Etablir un repérage de la présence éventuelle de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante dont la liste figure dans l'annexe 13-9 du Code de Santé Publique dont le contenu est rappelé ci-dessous :

- Flocage. Projections et enduits.
- Calorifuge. Enveloppe de calorifuge. Conduit et canalisation.
- Panneaux de faux-plafonds, panneaux collés ou vissés au plafond.
- Revêtements durs (plaque menuiserie, amiante-ciment) sur mur.
- Entourages de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre).
- Panneaux de cloison.
- Dalles de sol.
- Matériaux coupe-feu : clapet. Volet. Rebouchage. Joints (tresses, bandes).
- Conduits vide-ordures.

## **3. - TEXTES DE REFERENCE**

- Code de la Santé Publique Chapitre IV section 2 – articles R1334-14 à R1334-29 et annexe 13-9.
- Code de la Santé Publique Chapitre VI section 2 – articles R1336-2 à R1336-5

*Nota : Le Décret n° 96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis, modifié par le décret n° 2001-840 du 13 septembre 2001 et le décret n° 2002-839 du 3 mai 2002 a été abrogé par le décret n° 2003-462 du 21 mai 2003. Toutes les dispositions du décret 96-97 modifié sont reprises aujourd'hui dans le code de la santé publique*

- Décret n° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante, modifié par le code de la santé publique (anciennement décret 2001-840 du 13/09/01)
- Arrêté du 22 août 2002 relatif aux consignes générales de sécurité du dossier technique « amiante », au contenu de la fiche récapitulative et aux modalités d'établissement du repérage, pris pour application de l'article R1334-26 du code de la santé publique (ancien article 13-3 du décret 96-97 modifié)
- Arrêté du 7 février 1996, relatif aux modalités d'évaluation de l'état de conservation des flocages et des calorifugeages contenant de l'amiante et aux mesures d'empoussièrement dans les immeubles bâtis.
- Arrêté du 15 janvier 1998 relatif aux modalités d'évaluation de l'état de conservation des faux plafonds contenant de l'amiante et aux mesures d'empoussièrement dans les immeubles bâtis.
- Norme NFX 46-020 : repérage des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante dans les immeubles bâtis.



#### **4. - METHODOLOGIE DU DIAGNOSTIC**

La mission de diagnostic est réalisée par un ou des expert(s) de Bureau VERITAS titulaire(s) d'une attestation de compétence.

M. MAUBE titulaire de l'attestation compétence « AMIANTE » délivrée le 10/02/2004 par Bureau VERITAS organisme certifié dans le domaine de l'amiante par BSI sous la référence N°34143

##### **Phase de repérage :**

Dans le cadre de l'intégration au dossier technique amiante du bâtiment, **le repérage ne porte que sur les parties rendues accessibles lors de la visite. Cette mission n'est pas une reconnaissance préalable à des travaux de déconstruction, de réhabilitation ou d'extension au sens de l'arrêté du 2 janvier 2002.**

Le récolement préalable des données et rapports existants fournis par le client fait apparaître une première liste de matériaux amiantés et non amiantés.

En cas de doute sur la présence d'amiante lors de la visite sur le site, des échantillons sont prélevés. Les échantillons sont placés dans un conditionnement hermétique. Chaque prélèvement fait l'objet d'un relevé d'observations, précisant sa localisation exacte, sa nature et son état de dégradation.

En cas de présence d'amiante dans les flocages, calorifugeages ou faux-plafonds, les grilles d'évaluation de l'état de conservation de ces matériaux sont complétées et données en annexe 3.

Les actions à entreprendre par rapport à la réglementation sont rappelées en conclusion.

##### **Phase d'analyse d'échantillons :**

Cette phase a été réalisée si nécessaire, et/ou sera réalisée si le besoin de prélèvement d'échantillons est avéré.

Les prélèvements ont fait l'objet d'une analyse dans les laboratoires de CEP INDUSTRIE, (filiale de Bureau VERITAS) accrédité par le COFRAC au titre du programme 144 sous le n° 1-0036. Les méthodes de prélèvements et d'analyses appliquées sont conformes au programme d'accréditation des laboratoires n° 144 du COFRAC « Essais concernant la recherche d'amiante dans les matériaux et dans l'air ».

En fonction de la nature du matériau à analyser, les techniques d'analyses appliquées sont les suivantes :

- ✓ La microscopie optique à lumière polarisée (MOLP)
- ✓ La microscopie électronique à transmission analytique (META) considérée comme la méthode de référence applicable à tous types de matériaux.

Ces techniques d'analyses sont prescrites dans l'annexe de l'arrêté du 6 mars 2003 « relatif aux compétences des organismes procédant à l'identification d'amiante dans les matériaux et produits »



## **5. - SYNTHÈSE DES RESULTATS DU REPERAGE**

### **5.1. - Visite des locaux :**

La visite a été effectuée le 11/04/2006 non accompagné, On se reportera à l'annexe 1 qui précise les locaux visités ou non visités.

### **5.2. - Conclusion Générale**

Dans le cadre de la mission qui nous a été confiée,

- Il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante, (matériaux listés dans l'annexe 13-9 du code de la santé publique) dans les parties rendues accessibles au jour de notre visite après analyses d'échantillons prélevés et/ou sur décision de l'opérateur du repérage. On se reportera au tableau du § 5-4 qui synthétise les résultats.

On se reportera à l'annexe 1 qui précise les locaux visités, non visités, les zones non accessibles.

### **5.3. - Récolement des données**

#### **5.3.1. - Liste des documents fournis par le client, disponibles le jour de la visite.**

- Plans des bâtiments

#### **5.3.2. - Conclusion de ces documents.**

- « Les documents remis sont sans objet en matière de recherche d'amiante »

Les résultats antérieurs en matière de recherche d'amiante, communiqués à BUREAU VERITAS dans le cadre de la présente mission, sont réputés satisfaire aux exigences imposées par les textes en matière de diagnostics et constats.



#### 5.4. - Synthèse du repérage

MATERIAU SUSPECT	PREL. N°	LOCALISATION DU PRELEVEMENT OU DU MATERIAU	ASPECT	ETAT DE SURFACE (BE, DL, ME, SO)	RESULTAT DE LA GRILLE D'EVALUATION ( 1, 2, 3 ou SO )	OBSERVATIONS / REMARQUES	PRESENCE D'AMIANTE (OUI / NON / SUSPECT)
Joints	non	Chaudières et canalisations	/	/	SO	Toutes les chaufferie du site	Suspect voir § 6
Portes coupe feu et clapets	non	Bâtiment E porte escalier rdc et rdj Clapet entre la cuisine et le sas côté bureau APERAV	/	BE	SO	Prélèvement impossible sans endommager la port ou le clapet	suspect
<b><u>Bâtiment A</u></b>							
Canalisation fibrociment	non	Ventilation chaufferie RDJ	Brute rectangle	BE	SO	Visible à l'extérieur du bâtiment	OUI
Coque noire de calorifugeage	2	Réseau d'eau glacée (local climatisation)	Bande bitumineuse	BE	SO		non
Ragréage	4	2 <sup>ème</sup> étage aile droite	Ciment et fibres	BE	SO		non
<b><u>Bâtiment C</u></b>							
Dalle sol et colle	3	Salle accueil et information au RDC	Dalles orange et brune + colle noire	BE	SO	Recouvert de moquette	OUI Uniquement dans la colle
<b><u>Bâtiment D</u></b>							
Dalle de sol	1	Local autocom (TOO2) RDJ	Dalle verte	BE	SO	Sous dalle informatique	non
<b><u>Extérieur</u></b>							
6 jardinières fibrociment	non	A côté local jardinage	brut	BE	SO		OUI

#### Légende :

Prél. n° : Prélèvement numéro  
 f : faible  
 m : moyen  
 F : Fort  
 SO : Sans Objet

BE : bon état  
 DL : dégradations locales  
 ME : mauvais état



### 5.5. - Démarche réglementaire en présence de matériaux amiantés :

Dans le cadre de l'intégration au dossier technique amiante du bâtiment, le repérage ne porte que sur les parties rendues accessibles lors de la visite. Cette mission n'est pas une reconnaissance préalable à des travaux de déconstruction, de réhabilitation ou d'extension. Il conviendra donc, en cas de travaux, de s'assurer, par la réalisation d'un diagnostic complémentaire, de l'absence de ces matériaux dans les parties non accessibles, comme par exemple dans les encoffrements (recherche de présence de produits suspects tel que gaines et conduites en amiante ciment etc...) ou les sous-faces de revêtement de sol, (recherche de présence de produits suspects tels que dalles de sol amiantées etc...).

En cas de présence d'amiante avérée, il est important de se reporter aux informations données ci-après qui précisent les recommandations d'ordre général avec les mesures réglementaires à mettre en œuvre.

Le résultat du repérage doit d'une part être tenu par les propriétaires, à la disposition des occupants des immeubles, des services de l'Etat concernés et des chefs d'établissements, des représentants du personnel et de l'inspection du travail si l'immeuble comporte des locaux de travail, et d'autre part être transmis aux personnes qui entreprennent ou réalisent les travaux en application du code du travail et du décret n° 96-98.

En cas de présence de matériaux de type faux plafond, flocage, calorifugeage, une grille d'évaluation est réalisée conformément à la réglementation; si la note obtenue est de 1, il convient d'effectuer un contrôle périodique de l'état de dégradation du matériau dans un délai de 3 ans ; si la note est de 2, il convient d'effectuer des mesures d'empoussièrement afin de déterminer la concentration en fibre d'amiante dans l'air ambiant ; si à l'issue de ces mesures la concentration est  $< \text{ou} = 5$  fibres par litre d'air, une nouvelle évaluation de l'état de dégradation doit être effectuée dans un délai de 3 ans, si la note est de 3 ou si les mesures d'empoussièrement révèlent une concentration supérieure à 5 fibres par litre d'air, des travaux de retrait ou de confinement doivent être achevés dans un délai de 36 mois. Mais il est impératif que des mesures appropriées soient mises en œuvre sans délai afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à 5 f/l. Ces mesures peuvent être de diverses natures comme par exemple :

- Nettoyage régulier et rigoureux des locaux concernés (nettoyage humide, aspirateur à filtre absolu);
- Pose de bâches, de films destinés à isoler les matériaux;
- Limitation des interventions de maintenance dans les locaux;
- Limitation d'accès aux locaux concernés.

En cas d'imposition de travaux sur des matériaux « friables », l'entreprise qui réalisera les travaux, a besoin de posséder une qualification Qualibat 1513 ou AFAQ ASCERT « qualification confinement et retrait ». Elle doit en outre rédiger un plan de retrait amiante indiquant entre autres son mode opératoire, l'aptitude médicale du personnel, la justification de la formation du personnel au retrait de l'amiante, etc. Les travaux ne pourront débuter qu'un mois après la date de réception du plan de retrait par l'Inspection du Travail, la CRAM, l'OPPBTP et la médecine du travail. Les déchets seront traités en CET de classe 1 avec bordereau de suivi.

En cas de présence de matériaux réputés « non friables » l'entreprise qui réalisera des travaux ou la dépose, n'a pas besoin de posséder des qualifications Qualibat 1513 ou AFAQ ASCERT « qualification confinement et retrait ». En revanche, elle doit rédiger un plan de retrait amiante indiquant entre autre son mode opératoire, l'aptitude médicale du personnel, la justification de la formation du personnel au retrait de l'amiante, etc.. De même que pour le cas précédent, les travaux ne pourront débuter qu'un mois après la date de réception du plan de retrait par les organismes. Les déchets seront palettisés et filmés, puis mis en décharge avec bordereau de suivi. En CET de classe 2 pour les déchets type dalles de sol par exemple et CET de classe 3 pour les déchets inertes de type Amiante-Ciment.



## **6. - REMARQUES COMPLEMENTAIRES**

### **6.1 Joints**

Nous attirons votre attention sur le fait que bien que ces éléments ne soient pas explicitement cités dans l'annexe 13-9 du code de la santé publique, les différents assemblages, de tuyauteries, de composants de chaudière (accélérateur par exemple) ou de cheminée (insert, foyer) sont susceptibles de contenir des joints amiantés. Pour déterminer la présence ou l'absence de matériaux amiantés, il serait nécessaire de réaliser des sondages destructifs. Ces sondages sont inadaptés au diagnostic présent mais seraient par contre nécessaires en cas de travaux ou de démolition.

### **6.2 Plaques de couverture**

Bien que ces éléments ne soient pas explicitement cités dans l'annexe 13-9 du Code de Santé Public, lorsque notre connaissance nous le permettait, nous les avons recensés, et ce, en regard des indications de l'arrêté du 22 août 2002.

### **6.3 Remarques**

Pas de prélèvement effectué sur les portes et les clapets coupe feu, Pour déterminer la présence ou l'absence de matériaux amiantés, il serait nécessaire de réaliser des sondages destructifs. Ces sondages sont inadaptés au diagnostic présent mais seraient par contre nécessaires en cas de travaux ou de démolition.



## **ANNEXE 1**

### **LISTE DES LOCAUX VISITES**

*[cette annexe comporte 1 + 1 pages]*



BUREAU  
VERITAS

LISTE DES LOCAUX VISITES

Etage	Locaux visités (bureaux, sanitaires, local technique ...)	Locaux non visités (motif)	Zones non accessibles (plafond et cloisons étanches, gaines montantes ...)	Remarques (fort encombrement, absence de lumière ...)
<b><u>Bâtiment A</u></b>				
REZ-DE-JARDIN	Tous les locaux (sanitaires, réserves, bureaux, salle informatique, chaufferie, local climatisation, trémie ascenseur, circulations...)	Néant	SANS OBJET	SANS OBJET
REZ-DE-CHAUSSEE	Tous les locaux (bureaux, sanitaires, locaux ménage, escalier, circulations...)			
1 <sup>er</sup> ETAGE	Tous les locaux (bureaux, sanitaires, locaux ménage, escalier, circulations...)			
2 <sup>ème</sup> ETAGE	Tous les locaux (bureaux, sanitaires, locaux ménage, escalier, circulations...)			
COMBLES	Tous les locaux (bureaux, sanitaires, locaux ménage, escalier, circulations, machinerie horloge ...)			
<b><u>Bâtiment B</u></b>				
REZ-DE-CHAUSSEE	Tous les locaux (accueil, bureaux, escalier, sanitaires...)	Logements non visités (privatif hors mission)		
1 <sup>er</sup> ETAGE	Tous les locaux (bureaux, escalier, sanitaires...)			



Etage	Locaux visités (bureaux, sanitaires, local technique ...)	Locaux non visités (motif)	Zones non accessibles (plafond et cloisons étanches, gaines montantes ...)	Remarques (fort encombrement, absence de lumière ...)
<b><u>Bâtiment C</u></b>				
REZ-DE-CHAUSSÉE	Tous les locaux (Salles réunion, délégation, information, attente public, circulation...)	Logement (privatif hors mission)		
1 <sup>er</sup> ETAGE	Tous les locaux (salles réunion, bureaux, ...)			
2 <sup>ème</sup> ETAGE	Tous les locaux (salles réunion, bureaux, salle reprographie, sanitaires...)			
COMBLES	Tous les locaux (locaux syndicaux)			
<b><u>Bâtiment D</u></b>				
REZ-DE-JARDIN	Tous les locaux (Magasins, local chancellerie, reprographie, courrier, atelier, sous-station, local autocom, maintenance informatique, maintenance telephone, local fumeur...)	Logement (privatif hors mission)		
REZ-DE-CHAUSSÉE	Tous les locaux (salle de conférence, secrétariat, comptabilité, chef de service, bureaux...)			
1 <sup>er</sup> ETAGE	Tous les locaux (bureaux, sanitaires, archives, circulations...)			
2 <sup>ème</sup> ETAGE	Tous les locaux (bureaux, sanitaires, archives, circulations...)			
3 <sup>ème</sup> ETAGE	Tous les locaux (bureaux, sanitaires, circulations...)			



Etage	Locaux visités (bureaux, sanitaires, local technique ...)	Locaux non visités (motif)	Zones non accessibles (plafond et cloisons étanches, gaines montantes ...)	Remarques (fort encombrement, absence de lumière ...)
<b>COMBLES</b>	Tous les locaux (bureaux, sanitaires, archives, circulations...)	Logement (privatif hors mission)		
<b><u>Bâtiment E</u></b>				
<b>REZ-DE-JARDIN</b>	Tous les locaux (cuisines, réserves, bureaux, locaux techniques, salle de plonge, chaufferie, vestiaires, ascenseur...)			
<b>REZ-DE-CHAUSSEE</b>	Tous les locaux (Réfectoire, sanitaires, ascenseur, bureau...)			
<b>1<sup>er</sup> ETAGE</b>	Tous les locaux (Bureaux, local matériel, sanitaires, local photocopieur, escaliers, ascenseur...)			
<b>2<sup>ème</sup> ETAGE</b>	Tous les locaux (Bureaux, local matériel, sanitaires, local photocopieur, escaliers, ascenseur...)			
<b>COMBLES</b>	Tous les locaux (Bureaux, local matériel, sanitaires, local photocopieur, escaliers, ascenseur...)			
<b><u>Bâtiment F</u></b>				
<b>REZ-DE-CHAUSSEE</b>	Tous les locaux (bureaux, salle de réunion, sanitaires, escaliers, ascenseur...)			

Etage	Locaux visités (bureaux, sanitaires, local technique ...)	Locaux non visités (motif)	Zones non accessibles (plafond et cloisons étanches, gaines montantes ...)	Remarques (fort encombrement, absence de lumière ...)
1 <sup>er</sup> ETAGE	Tous les locaux (bureaux, salle de réunion, sanitaires, escaliers, ascenseur...)			
2 <sup>ème</sup> ETAGE	Tous les locaux (bureaux, salle de réunion, sanitaires, escaliers, ascenseur...)			
<u>Garages, postes de garde, réserve jardinage, garage côté entrée véhicules</u>				
Tous les niveaux	Tous les locaux			



**ANNEXE 2**

**PROCES-VERBAL DU LABORATOIRE**

*[cette annexe comporte 1 + 3 page(s)]*

**ABSENCE DE PRELEVEMENT – ANNEXE SANS OBJET**



CEP INDUSTRIE

1 / 3

SAINT OUEEN L'AUMONE , le 03 mai 2006

## RAPPORT D'ANALYSE N°0603513-1

V/Réf : Commande 0901003853 51/06 du 14 avril 2006

Demandeur : BUREAU VERITAS ST-QUENTIN-EN-YVELINES (78067 SAINT-QUENTIN-YVELINES CEDEX)

Affaire : 1575259 / Rectorat de Versailles - Représenté par Mr BRES

Origine des échantillons : Divers bâtiments - 3, boulevard de Lesseps - 78017 Versailles

Reçu le : 27 avril 2006

**OBJET : Recherche d'amiante dans 4 échantillons de matériau.**

### METHODES ANALYTIQUES :

- META : microscopie électronique à transmission analytique
- MOLP : microscope optique à la lumière polarisée (description en annexe)

Numéro Analyse	Référence Echantillon	Examen Initial	Méthode analytique /Nbre de préparations	Type de fibres d'amiante Cofrac	Commentaires (autres fibres observées)
E06-014763	1/ Dalle de sol/ Bât D local technique T 002	Dalle de sol bleu gris + colle beige	META/1	Absence de fibre d'amiante	Sans objet
E06-014764	2/ Coque calorifugeage/ Bât A local Machine	Enduit noir	MOLP/2 META/1	Absence de fibre d'amiante	Sans objet
E06-014765	3/ Dalle de sol + colle/ Bât C Accueil information	Dalle de sol marron	META/1	Absence de fibre d'amiante	Sans objet
		Colle noire	MOLP/2	Chrysotile	Sans objet

L'AUTEUR  
P. SOULIER

POUR LE DIRECTEUR DES LABORATOIRES  
J. ROUALDES

Le rapport d'essais ne concerne que les objets soumis à essais ou analyses.  
L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation, identifiés par le symbole : Cofrac  
Ce rapport d'essais ne peut être reproduit partiellement sans l'approbation de CEP Industrie.  
La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous la forme de fac-similé photographique intégral. Il comporte 3 pages dont 1 annexe.

CEP INDUSTRIE

Une société de Bureau Veritas

Département Laboratoires : 8 Av. de Bourgogne

Z.A. des Béthunes - 95310 Saint-Ouen-l'Aumône

Adresse postale :

B.P. 99102 - 95073 Cergy Pontoise Cedex

Téléphone : 01 34 64 22 83

Télécopie : 01 34 64 21 58

SA au capital de 3.170.205 Euros

RCS Paris B 392 031 787 - APE 743 B

Siège social : 17 bis place des Reflets

92077 PARIS-LA-DEFENSE Cedex



ACCREDITATION  
N° 1-0036  
PORTÉE  
COUVRANT  
SUR DEMANDE



CEP INDUSTRIE

Numéro Analyse	Référence Echantillon	Examen initial	Méthode analytique /Nbre de préparations	Type de fibres d'amiante Cofrac	Commentaires (autres fibres observées)
E06-014766	4/ Ragréage / Bât. A sous moquette 2 <sup>e</sup> me étage	Ciment + Fibres	MOLP/2 META/1	Absence de fibre d'amiante	Fibres organiques



---

## ANNEXE

---

Le vocable amiante ou asbeste désigne l'un des silicates fibreux suivants :

- Le chrysotile : variété la plus utilisée (groupe des serpentines),
- Les amphiboles parmi lesquelles :
  - ❖ l'amosite,
  - ❖ le crocidolite,
  - ❖ le trémolite,
  - ❖ l'actinolite,
  - ❖ l'anthophyllite.

### DESCRIPTION DES METHODES ANALYTIQUES

#### ➤ MOLP :

Identification des fibres d'amiante par microscopie optique à lumière polarisée selon la monographie MDHS 77: Asbestos in Bulk materials. Sampling and identification by polarized light microscopy, Juin 1994.

Après un examen initial décrivant chaque partie homogène du matériau à analyser, un montage entre lame et lamelle de chaque phase est observé au microscope optique à lumière polarisée afin d'identifier les fibres sur la base de leur morphologie et de leurs propriétés optiques.

#### ➤ META :

Les matériaux à analyser sont préparés de manière à extraire les fibres éventuellement présentes afin de les transposer sur des grilles pour observation au microscope électronique à transmission équipé d'un analyseur en dispersion d'énergie des rayons X.

La nature des fibres présentes est déterminée par examen des critères suivantes :

- morphologie,
- composition élémentaire par une analyse en dispersion d'énergie des rayons X,
- structure cristalline par diffraction électronique.



**ANNEXE 3**

**GRILLE D'EVALUATION**

*[cette annexe comporte 1 + 0 page(s)]*

**ABSENCE DE GRILLE – ANNEXE SANS OBJET**





#### ANNEXE 4

### REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE LOCALISATION DES PRELEVEMENTS

*[cette annexe comporte 1 + 5 page(s)]*

#### Légende du plan de repérage



Colle noire amiantée sous dalle de sol



Eléments fibrociment

Pn°

Localisation des prélèvement

**Architectural Floor Plan of a School Building**

**Rooms and Seating Capacity:**

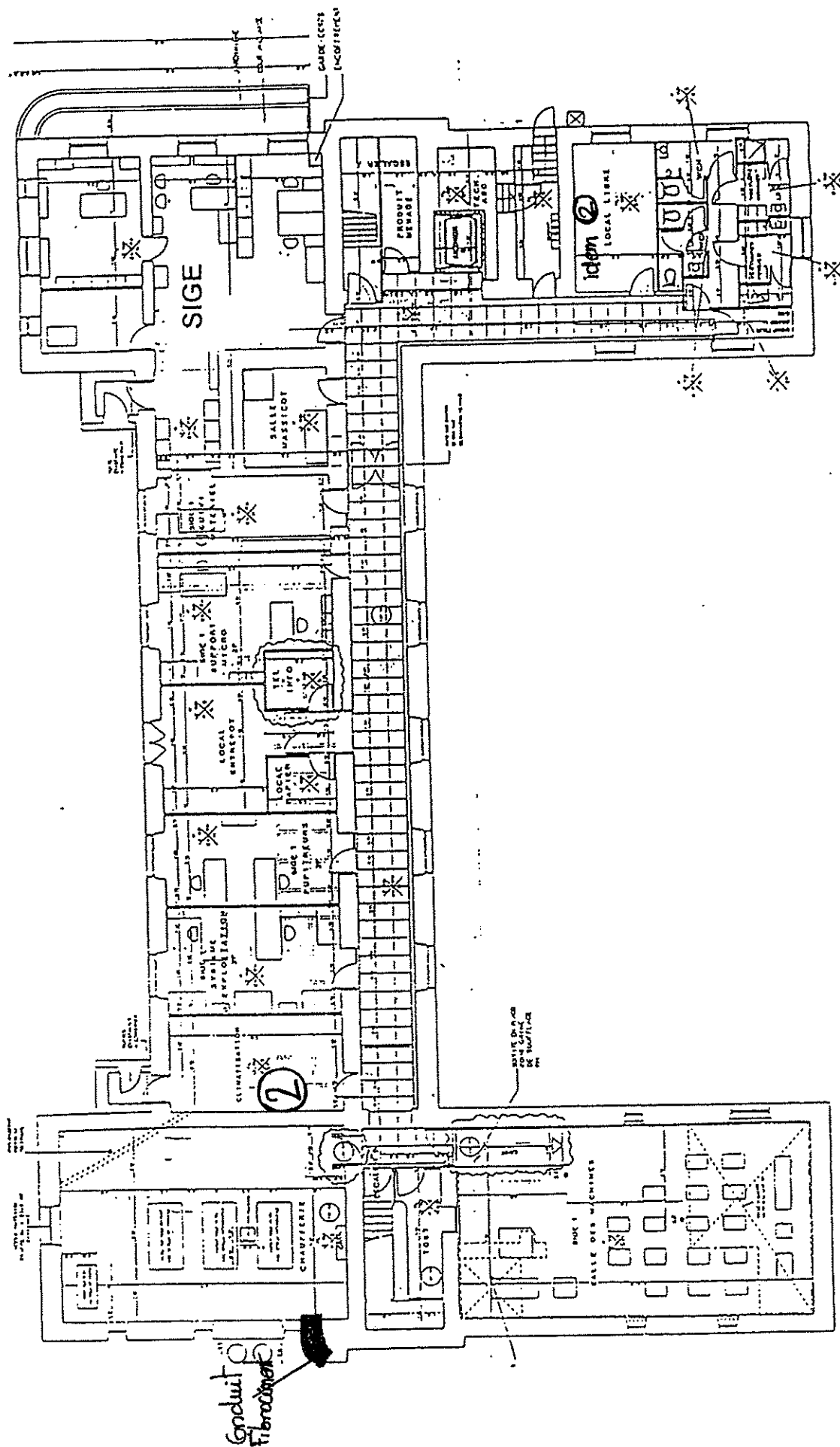
- Classroom A:** 8 places (places)
- Classroom B:** 9 places (places)
- Classroom C:** 9 places (places)
- Classroom D:** 21 places (places)
- Classroom E:** 24 places (places)
- Classroom F:** 8 places (places)

**Other Features:**

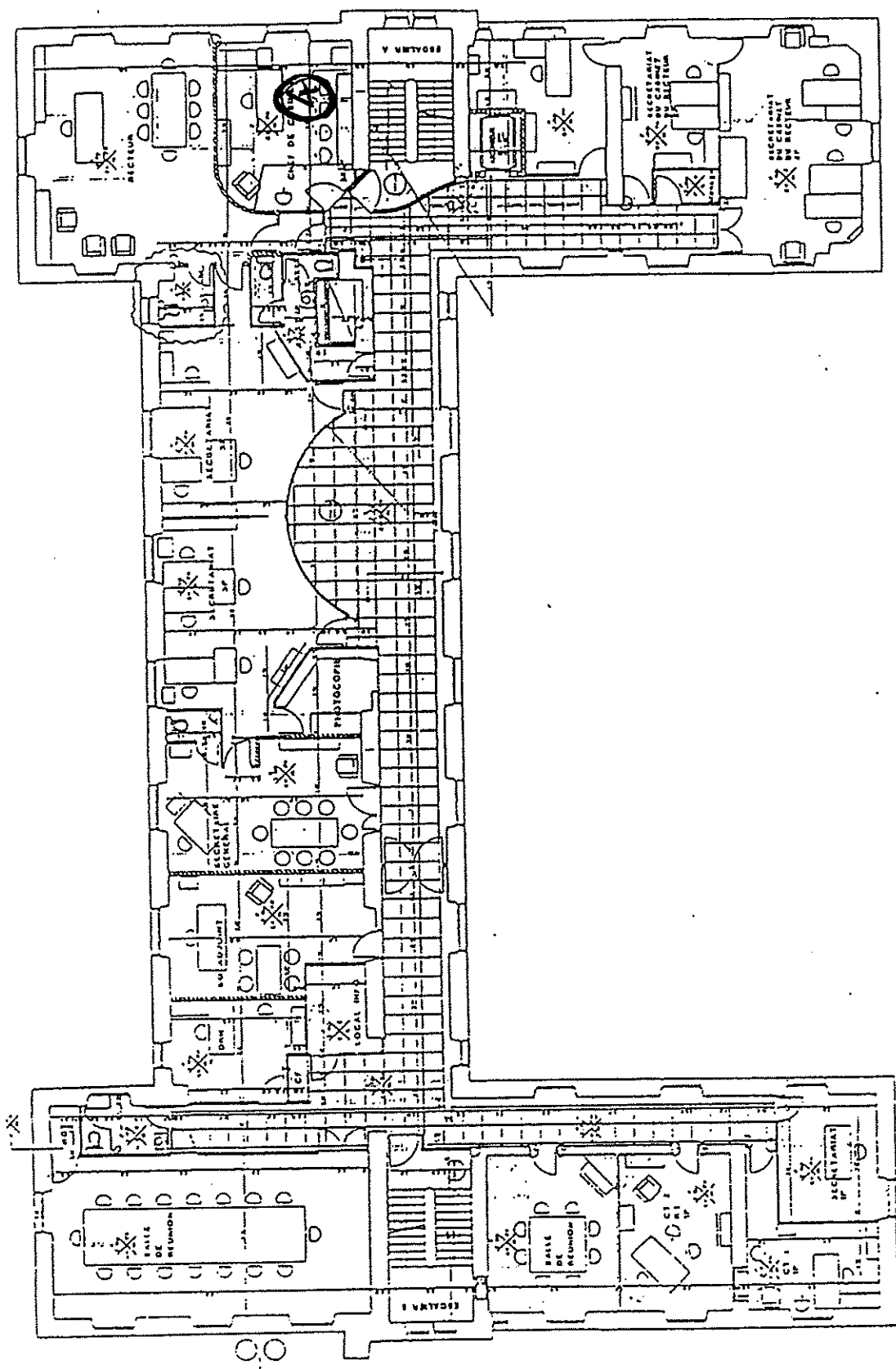
- Entrances:** Entrée principale (main entrance), Entrée latérale (side entrance), Entrée vélos (bicycle entrance).
- Playground:** Terrain de jeux (playground).
- Handwritten Notes:**
  - Toiture Fibrociment* (Fibrocement roof) - written vertically on the left side.
  - Bois de 6 poutres* (6 beams of wood) - written at the bottom left.
  - Bois de 6 poutres* (6 beams of wood) - written at the bottom right.
  - Bois de 6 poutres* (6 beams of wood) - written at the bottom right.

13

W  
L  
P  
B  
H  
H  
J

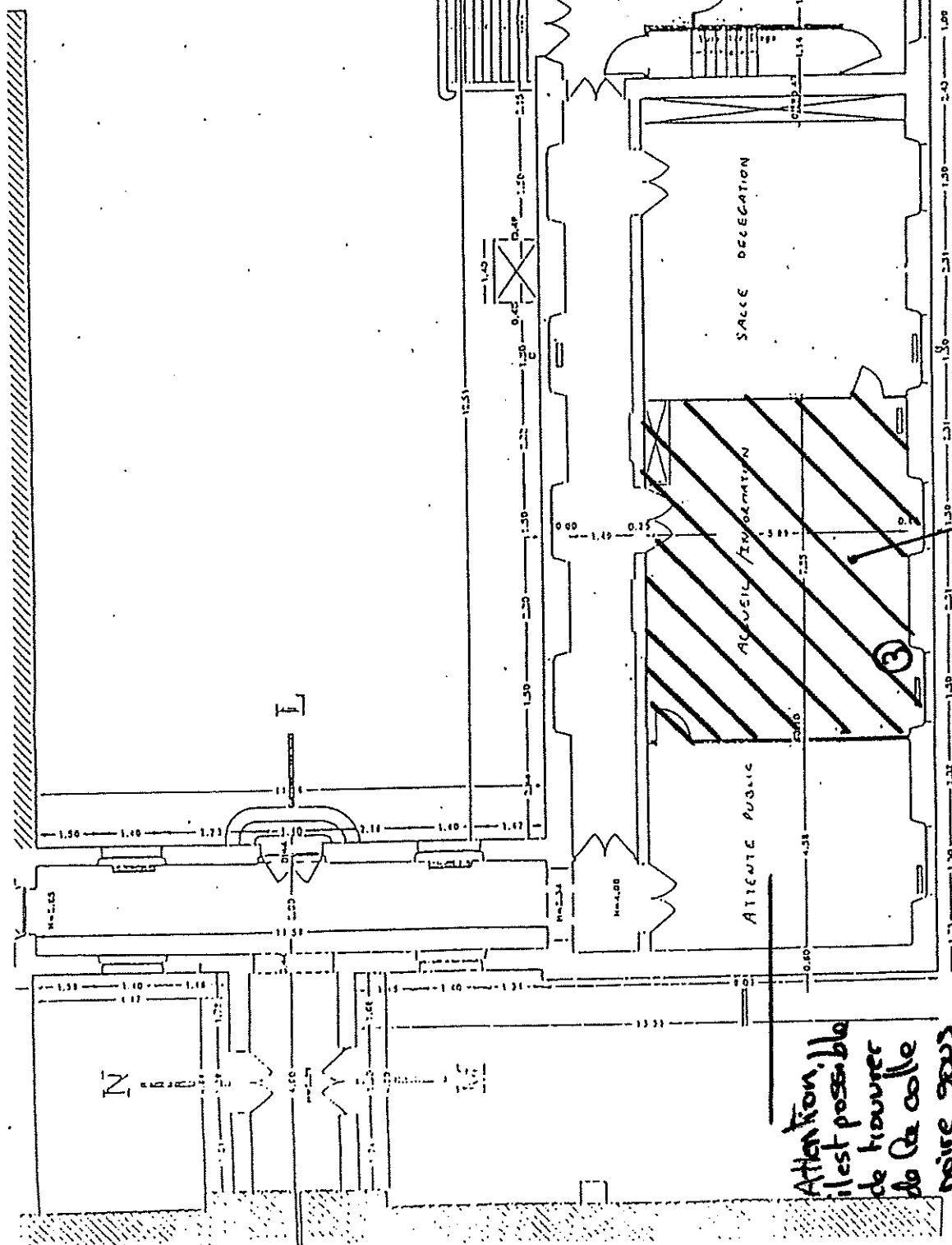


BATIMENT A  
Rez-de-Jardin



BATIMENT A  
2ème Etage

CELL 17100

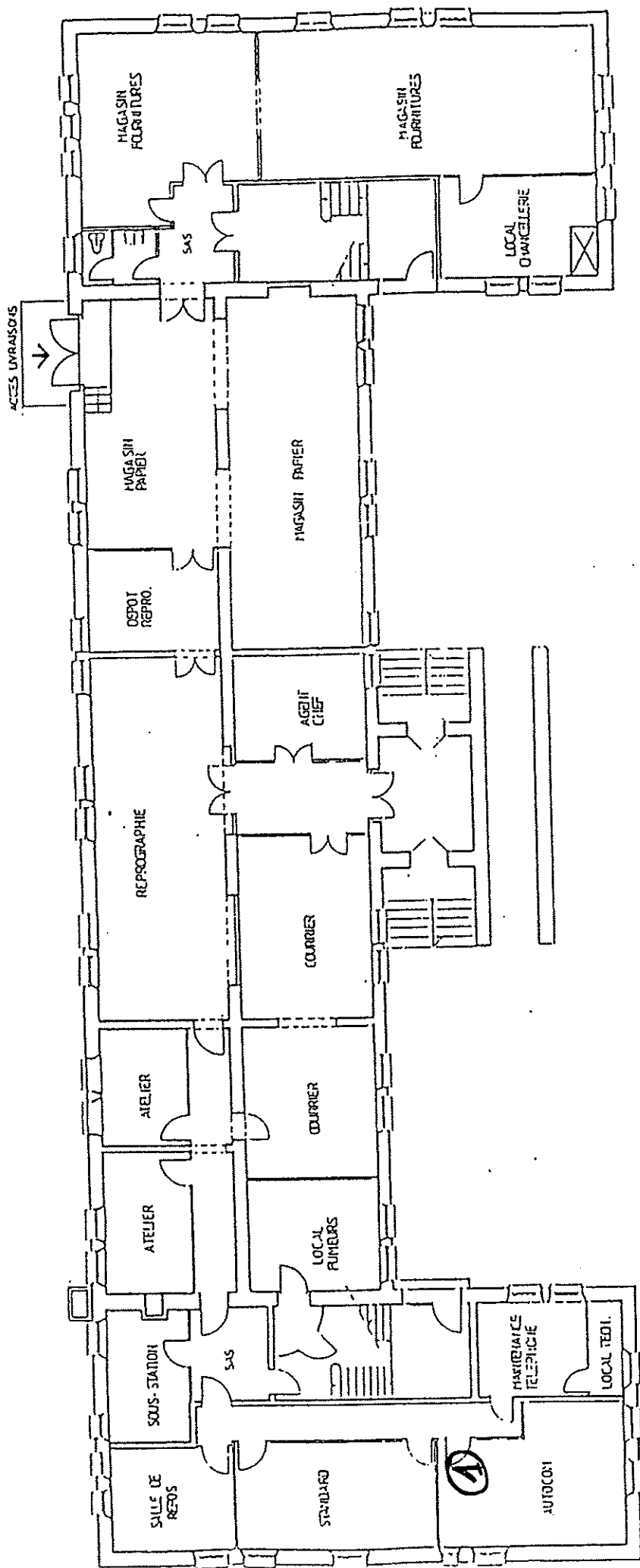


Colle noire sous les dalles de sol.

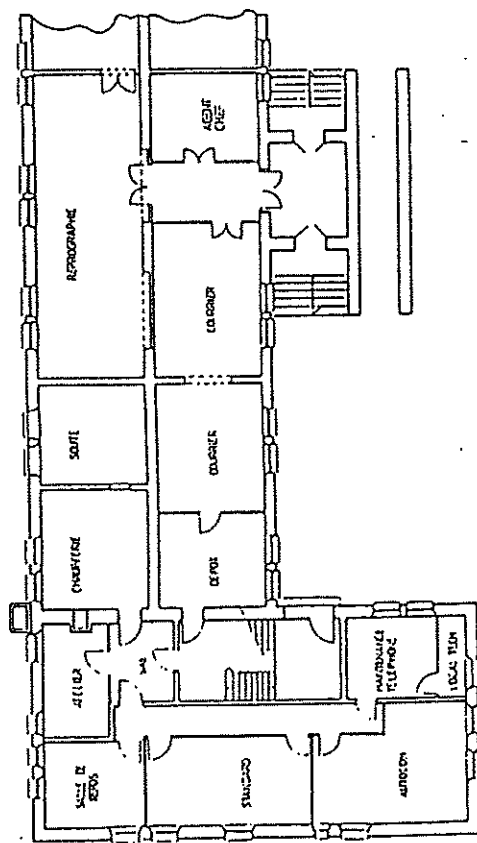
Attention, il est possible de trouver de la colle noire sous

Le nouveau sel  
sable (provenant  
d'anciennes dunes de sel).

S.I.



BATIMENT D  
Rez-de-Jardin



AMENAGEMENT PROVISoire



**ANNEXE 5**

**COPIE(S) DE RAPPORT(S) ANTERIEUR(S)**

*[cette annexe comporte 1 + 0 page(s)]*

**ABSENCE DE RAPPORT – ANNEXE SANS OBJET**

